



**lundi, 20. Février 2017**

**SOMMAIRE** Cliquez sur les titres pour lire les articles

<b>Marché &amp; Economie.....</b>	<b>2</b>
<i>La chancelière allemande en visite officielle aujourd'hui en Algérie .....</i>	<i>2</i>
<i>Algérie – Allemagne : Partenariat encourageant .....</i>	<i>2</i>
<i>Ressources en eau : Assurer l'équité territoriale.....</i>	<i>3</i>
<i>Crédit à la consommation : 900 milliards de centimes alloués.....</i>	<i>6</i>
<i>1 million d'hectares de terres irriguées.....</i>	<i>6</i>
<i>5e Salon national de l'olive et de l'huile d'olive : Réhabilitation des produits du terroir .....</i>	<i>6</i>
<i>Une délégation du FMI à Alger à partir du 7 mars .....</i>	<i>7</i>
<b>Commerce .....</b>	<b>8</b>
<i>Le paiement à distance à partir de mars selon le PDG de Sonelgaz .....</i>	<i>8</i>
<i>Projet Volkswagen à Relizane .....</i>	<i>8</i>
<b>Transactions &amp; Contrats.....</b>	<b>9</b>
<i>Amimer Energie : Signature d'un contrat de réalisation.....</i>	<i>9</i>
<b>Régions.....</b>	<b>9</b>
<i>Plus de 250 firmes au prochain Salon international du mobilier hospitalier d'Oran .....</i>	<i>9</i>



**CCI ALGÉRO-FRANÇAISE**

غرفة التجارة و الصناعة الجزائرية-الفرنسية

Siège social : 38 rue Abou Noues Hydra, Alger

Accueil & Bureaux : Villa Malglaive

01 rue du professeur Vincent Telemly, Alger

Tél: +213 (0) 23 507 019

Fax: +213 (0) 23 507 032

[cciaf@cciaf.org](mailto:cciaf@cciaf.org)

[www.cciaf.org](http://www.cciaf.org)

**NOS EVENEMENTS SUR**

**[WWW.CCIAF.ORG](http://WWW.CCIAF.ORG)**

### La chancelière allemande en visite officielle aujourd'hui en Algérie

Source : El Moudjahid

La chancelière allemande, Angela Merkel, est attendue à Alger, aujourd'hui, pour une visite de deux jours. C'est son second déplacement après celui effectué en 2008. Au cours de son séjour, la chancelière sera reçue par le Président de la République, Abdelaziz Bouteflika, et aura des entretiens avec de hauts responsables algériens.

Mme Merkel animera, à l'issue de son entretien avec le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, un point de presse conjointement avec son hôte. La chancelière allemande doit aussi présider, à l'hôtel El-Aurassi, l'ouverture du Forum des hommes d'affaires algéro-allemands. C'est dire que la dame de fer allemande ne chômera pas à Alger. Cette visite, qui intervient un peu plus d'une année après celle d'Abdelmalek Sellal à Berlin, en janvier 2016, et dans le sillage des nombreuses autres de haut niveau effectuées de part et d'autre, sera l'occasion pour les deux parties d'approfondir les consultations politiques, de procéder à une évaluation des progrès enregistrés dans les relations bilatérales et d'examiner l'état de la coopération entre les deux pays. La lutte contre le terrorisme et la question des immigrés clandestins seront également au menu. Les questions régionales et internationales d'intérêt commun feront aussi l'objet d'un échange de vues.

Cette visite de deux jours vient consolider la volonté affichée tant par Alger que par Berlin de donner à la coopération algéro-allemande une dimension à la hauteur des ambitions que les deux pays nourrissent légitimement, ces dernières années.

La forte délégation d'hommes d'affaires allemands qui accompagnera la chancelière durant son déplacement confirme la détermination de l'Allemagne de devenir un partenaire de choix de l'Algérie et de l'accompagner dans son développement durable. Pour rappel, la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne a été marquée par la création d'une commission économique mixte algéro-allemande, en décembre 2010, dont la première session s'est tenue en 2011 à Berlin. Il est vrai aussi que les secteurs où les Allemands pourraient être compétitifs ne manquent pas.

Mieux, il y a lieu de rappeler, à ce titre, que le Forum d'affaires algéro-allemand, tenu en janvier 2016 à Berlin, s'est soldé par une plateforme d'entente pour la signature d'une trentaine de contrats dans différents secteurs d'activité, que sont la mécanique, la sous-traitance automobile, l'électronique, l'électricité, l'agro-industrie, le transport maritime et ferroviaire, la construction navale, l'énergie renouvelable, la pétrochimie et la chimie industrielle, et les matériaux de construction. Ce sont autant d'opportunités qui s'offrent aux investisseurs germaniques désireux de s'installer en Algérie. Ces segments qui exigent un certain savoir et un transfert de technologie sont ainsi du pain béni pour les Allemands, dont la maîtrise est reconnue mondialement.

Le « made in Germany » ayant déjà fait ses preuves. Lors de son séjour berlinois en 2016, le Premier ministre avait du reste invité les hommes d'affaires allemands, ayant pris part au forum organisé à l'occasion de sa visite, à saisir les opportunités d'investissement en Algérie, notamment « dans le domaine des PME capables de contribuer à l'investissement productif et à la création de richesse et de postes d'emploi, au transfert de technologie et à la promotion de la formation professionnelle ».

De nouveaux investisseurs qui viendront renforcer la présence allemande sur le marché algérien, forte de plus de 320 entreprises déjà installées. Il reste aussi que du côté algérien, il y a nécessité de développer, avec les partenaires allemands, une nouvelle approche dans la coopération, basée sur l'innovation et qui offre « une possibilité d'intégration importante », dans le cadre du plan d'action du gouvernement 2015-2019. Le ministre de l'Industrie et des Mines avait plaidé en faveur de l'intérêt de l'Algérie « pour des investissements structurants et durables ».

Le Premier ministre Sellal avait pour sa part exprimé à Berlin sa vision de la relation algéro-allemande telle qu'il l'envisageait. « Ensemble, nous souhaitons développer ces relations dans tous les domaines, y compris le domaine culturel où nous avons convenu de conclure un accord qui ouvrira la voie à une coopération fructueuse », a encore soutenu le Premier ministre, soulignant que « les mécanismes communs de coopération et de concertation, dont nous disposons et qui se réunissent régulièrement autour de questions politiques, sécuritaires et économiques, confortent davantage notre optimisme ». Mais il y a lieu de rappeler aussi qu'entre Alger et Berlin, il n'y a pas que l'économie. En 2014, un mécanisme de consultation de haut niveau avait été mis en place entre les ministères des Affaires étrangères des deux pays, pour consolider le dialogue politique entre les deux pays. Durant la même année, un groupe parlementaire d'amitié Algérie-Allemagne avait été installé à Alger, afin de coordonner les positions des deux pays sur les grands dossiers d'intérêt commun.

[Algérie – Allemagne : Partenariat encourageant](#)

Source : El Moudjahid

La coopération entre l'Algérie et l'Allemagne, surtout dans le domaine économique, a connu, ces dernières années, un bon développement, et le champ de son renforcement reste important, compte tenu des opportunités qu'offre le marché algérien, à la faveur de la promotion des investissements, surtout industriels. Et en la matière, le partenaire allemand peut mettre toutes les chances de son côté, en s'appuyant sur les projets ayant déjà connu des succès. On constate ainsi que l'Allemagne entend en particulier monter davantage en puissance dans différents secteurs, à savoir l'énergie renouvelable, l'industrie mécanique et l'environnement. Les pouvoirs publics ont confirmé leur orientation vers la diversification de l'économie nationale et le développement des secteurs jugés stratégiques, et cela surtout après la chute des prix de pétrole depuis juin 2014. Ce défi majeur, il faut le dire, ne peut se faire et se concrétiser sur le terrain, sans une coopération solide avec les pays développés. Donc, le partenariat avec l'Allemagne constitue et constituera une option mutuellement fructueuse. Car, ce pays fortement industrialisé a affiché, à l'instar d'autres pays, à maintes reprises, sa grande volonté pour aider et accompagner l'Algérie dans la réalisation de ses programmes de développement.

D'ailleurs, ces derniers temps, plusieurs conférences sur différents thèmes, surtout sur les énergies renouvelables, ont été organisées, et d'autres sont programmées pour les mois à venir. Une journée sur le thème « Algeria Renewable Energy et Power Infrastructure Investment Conférence » se tiendra le 1er mars prochain à cet effet. La Chambre algéro-allemande de commerce et d'industrie (AHK) a fait savoir, sur son site, que cet important événement économique sera organisé par Euroconvention Global, en collaboration avec IFC/World Bank, comme principal partenaire, ce qui constituera une opportunité pour examiner

plusieurs questions liées, notamment aux perspectives de partenariat entre les entreprises des deux pays. S'agissant des principaux sujets qui seront traités, l'AHK a souligné qu'il s'agit, entre autres, d'un aperçu sur les plans d'énergies renouvelables en Algérie, sur les technologies d'énergie propre et mix de la production électrique, et le financement, possibilités d'investissement et de partenariats, ainsi que sur l'infrastructure d'énergie et de transmission électrique. Dans le contexte actuel, les sources d'énergies renouvelables constituent un volet très important entrant dans la sphère des énergies du futur. Au vu du rôle primordial de cette ressource dans le développement durable, les pouvoirs publics ont mis en place un programme national des énergies renouvelables et celui de l'efficacité énergétique. Ce programme prévoit la production, d'ici à 2030, de 22.000 MW d'électricité de source renouvelable, notamment solaire et éolienne, destiné au marché intérieur, en plus de 10.000 MW supplémentaires à exporter. Un chiffre qui correspond à 27% de la production globale d'électricité d'ici 2030, et le double de la capacité actuelle du parc national de production d'électricité. Il est aussi important de citer la grande importance qu'affiche ce pays à investir dans l'industrie mécanique, à savoir le projet d'usine de BMW en Algérie et celui de fabrication de voitures de la marque allemande Volkswagen, etc. Ces projets d'envergure seront certainement évoqués à l'occasion de la tenue à Alger, les 21 et 22 février 2017, de la 6e réunion de la Commission économique mixte algéro-allemande. Cette rencontre sera présidée par le ministre algérien de l'Industrie et des Mines, M. Abdesslem Bouchouareb, et le secrétaire d'État du ministère fédéral de l'Économie et de la Technologie, M. Matthias Machnig. De ce fait, en plus de leurs investissements dans les énergies renouvelables et l'industrie mécanique, on constate également le grand intérêt des Allemands à

renforcer et à accompagner l'Algérie dans l'environnement. Le projet de GENBI, qui œuvre à introduire des instruments et approches de gouvernance environnementale destinés à assurer la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité, à travers la gestion de zones protégées à l'aide d'approches participatives, confirme cet intérêt.

## Ressources en eau : Assurer l'équité territoriale

### **Source : El Moudjahid**

Lors de la réunion du Conseil des ministres du mois de juillet 2016, traitant du modèle de croissance économique, le volet ressources en eau et environnemental a été adopté. Il y définit les contours d'une politique de l'eau à l'horizon 2035, à savoir le Plan national de l'eau (PNA). Ainsi, ce secteur n'est pas en reste, car occupant une place de choix au regard de l'importance vitale de l'eau dans la vie de tous les jours et dans tous les domaines, surtout lorsque l'on sait que l'Algérie est classée dans la catégorie des pays pauvres en ressources en eau.

La banque mondiale fixe le seuil de rareté à 1.000 m<sup>3</sup>/H/an ; et l'Algérie est bien en deçà. Nos potentialités en eau conventionnelles sont estimées à 19,4 milliards de m<sup>3</sup>/an soit 500 m<sup>3</sup>/H/an.

Le volume des ressources en eau potentielles renouvelables, quant à lui, est de 14,4 milliards de m<sup>3</sup> dont 95% sont recensées dans le nord du pays. Ce potentiel est constitué de 11,4 milliards de m<sup>3</sup> d'eaux superficielles et de 3 milliards de m<sup>3</sup> en eaux souterraines. Les ressources en eau non renouvelables, représentent quant à elles, 5 milliards de m<sup>3</sup> dans le sud du pays.

## **Barrages : la solution salvatrice**

La capacité de mobilisation des ressources en eau superficielles est passée de 3,6 milliards de m<sup>3</sup> en 1999 à 7,6 milliards de m<sup>3</sup> en 2014 du fait de l'existence de 72 barrages. 12 barrages supplémentaires réalisés au-delà de cette année ont permis d'atteindre un volume de 9 milliards de m<sup>3</sup> d'eau.

La capacité de mobilisation des ressources en eau souterraine quant à elles, avoisinent 2 milliards de m<sup>3</sup> au nord du pays alors que dans les régions sahariennes, on y compte, 1,8 milliards de m<sup>3</sup>.

Ceci étant et dans le souci d'assurer une équité territoriale en matière de sécurisation dans l'accès à l'eau, l'état a privilégié la réalisation de grands transferts régionaux et la réalisation de systèmes d'interconnexion de barrages. Il est important de signaler à ce titre qu'au cours de la décennie 2000, sept grands transferts ont connu le jour. On notera celui reliant In-Salah à Tamanrasset sur un tronçon de 780 km, alors que d'autres transferts sont en cours de réalisation.

En matière de mobilisation des ressources en eau non conventionnelles, un programme a été engagé pour répondre à l'attente des grandes villes côtières et ce, grâce au dessalement de l'eau de mer.

La valorisation des eaux usées épurées, quant à elles, constitueront un appoint pour l'irrigation des terres agricoles.

Les eaux épurées pour leur part, constituent une opportunité et une alternative à la fois, pour permettre la mise en valeur des terres et pour recharger

artificiellement les nappes en situation de surexploitation.

Ainsi, le programme de dessalement d'eau de mer mis en œuvre a permis la réalisation de 9 grandes stations d'une capacité totale de 1400 000 m<sup>3</sup>/jour.

Il y a lieu de souligner que le potentiel en eaux souterraines renouvelables dans le nord du pays est évalué entre 0,8 milliards et 3 milliards de m<sup>3</sup> et cela selon les saisons. Ces eaux sont en majorité mobilisées pour les besoins domestiques et pour la petite et moyenne hydraulique.

Par ailleurs, s'agissant des ressources en eaux souterraines non renouvelables, elles sont localisées dans le Sahara septentrional. Elles sont estimées entre 2,3 milliards de m<sup>3</sup> et 6,1 milliards de m<sup>3</sup>. En outre, le programme 2016 de dessalement d'eau de mer comprend la réalisation de 13 stations de grande taille dont la capacité s'établit à 2,31 millions de m<sup>3</sup>/jour, soit près de 850 millions de m<sup>3</sup>/an. Il y a lieu de préciser ainsi que la stratégie de dessalement mise en œuvre correspond à une option de sécurisation en eau potable des villes côtières et intérieures. Il s'agit là de sécuriser une partie significative de mobilisation d'eau potable à hauteur de 25% tout en libérant partiellement la ressource conventionnelle dans la mesure où des barrages anciennement affectés à l'AEP deviennent disponibles pour l'irrigation.

En matière d'infrastructures hydrauliques, d'intérêt général, le patrimoine eau a connu un développement important et ce, à la faveur de la priorité accordée à ce secteur pour tempérer la situation de pénurie. Ainsi en matière d'infrastructures de mobilisation des ressources en eau, on note 75 barrages d'une capacité de stockage de plus de 8 milliards de m<sup>3</sup> auxquels s'ajouteront 9 barrages en cours de réalisation d'une

capacité totale de 520 millions de m<sup>3</sup>. On note également une production d'eaux souterraines d'une capacité de 5,5 milliards de m<sup>3</sup> pour l'AEP et la petite et moyenne hydraulique, ainsi que 11 grandes unités de dessalement d'eau de mer d'une capacité de production d'eau potable de 2 millions de m<sup>3</sup>/jour. A cela s'ajoutera 2 autres unités au stade de projet de 200 000 m<sup>3</sup>/jour. En outre, en matière d'infrastructure de transfert et d'adduction d'eau, on totalise un linéaire de l'ordre de 4.000 km.

## **Les critères de la Banque mondiale dépassés**

En matière de distribution d'eau, le patrimoine en réseau de distribution d'eau potable, permettant de transporter 3,6 milliards de m<sup>3</sup> d'eau par an dont plus de 50% d'eaux souterraines est passé de 55.000 km en 2001 à 126.000 km en 2016.

Avec un tel réseau, l'Algérie a largement dépassé les critères établis par la Banque mondiale en matière d'accès à l'eau potable. Dans ce sens un programme de réhabilitation de ce patrimoine a été engagé au niveau des grandes agglomérations comme Alger, Oran, Constantine ainsi que 39 autres villes.

En ce qui concerne les infrastructures d'assainissement, le patrimoine en réseau a connu un grand développement au cours des 15 dernières années atteignant un linéaire total de 61.775 km.

Il y a lieu de souligner que plus des 2/3 des systèmes de traitement des eaux épurées sont exploités à moins de 25% de leur capacité et ceci du fait de l'insuffisance de la collecte des rejets des eaux usées. Cela est dû aux nombreux effluents déversés dans les milieux naturels et aux rejets d'effluents industriels non encore maîtrisés.

Par ailleurs, l'infrastructure d'irrigation du patrimoine hydro-agricole qui ne couvrait que 350.000 ha en 1999 est passée à 1.260.500 ha alors qu'il n'atteignait que 350.000 ha en 1999. Ce potentiel a permis de passer de 156.000 ha en 1999 à 230.000 ha en 2015 de superficie équipée.

Pour la petite et moyenne hydraulique, la superficie irriguée est passée de 194.000 ha en 1999 à 1.030.500 ha à la fin de l'année 2015. Le taux d'irrigation par rapport à la surface agricole utile est passé de 4% en 1999 à 14,8% en 2015.

### **Raccordement en AEP tous azimuts**

En matière d'indicateurs d'accès à l'eau potable, on note un taux de raccordement des ménages de 98% en 2015 alors qu'il était de 92% en 2007 et à près de 78% en 1999, ce qui a permis de faire passer la dotation moyenne en 2015 à 180 litres par jour et par habitant. La demande étant sans cesse croissante, il faudrait opter pour une politique de sensibilisation contre le gaspillage de l'eau mais également asseoir une stratégie à même de résoudre le problème de fuite, ce qui nécessite la mise en place d'un programme de réhabilitation des réseaux et des mesures allant dans le sens de l'amélioration des pratiques sociales liées à l'eau. Il apparaît ainsi nécessaire de généraliser la réutilisation des eaux usées épurées par les industries, grosses consommatrices d'eau, telles les industries agro-alimentaires et chimiques.

Au regard de l'évolution de la population qui se situera à près de 45 millions d'habitants en 2020 dont une population agglomérée de 40 millions d'habitants, soit 87%, et à près de 43.760.000 de personnes en 2030, soit 87,80%, pour passer à 54 millions en 2035, dont 88%

d'urbains. Ceci aura pour effet naturel une évolution sans cesse croissante de la demande en eau domestique, soit 4,6 milliards de m<sup>3</sup> nécessaires. C'est dire l'importance qu'accorde l'Etat à cette ressource à la fois nécessaire et vitale.

Au volet eau industrielle, on relève pour l'heure un satisfecit à l'adresse de l'agro-alimentaire, de la sidérurgie métallurgie, des cuirs et textiles et autres du fait de leur raccordement en dehors de l'AEP.

Il est à noter en outre qu'une sollicitude particulière est accordée au secteur de l'agriculture en matière de disponibilité d'eau puisqu'à l'horizon 2019, 12,5 milliards de m<sup>3</sup> y seront alloués pour irriguer une superficie de 2,1 milliards d'hectares.

Les projections à l'horizon de 2035 exigeront le doublement du volume destiné à l'irrigation en moyenne saison. Présentement, en saison humide, la couverture des besoins agricoles est satisfaisante avec un excédent allant de 0,9 à 1,5 milliards de m<sup>3</sup>. En revanche, en saison sèche, des solutions doivent être trouvées pour mobiliser une ressource en eau supplémentaires allant de 2 à 2,6 milliards de m<sup>3</sup>.

### **Stratégie de développement à 2035**

Le développement sectoriel à l'horizon 2035 vise la couverture des besoins en eau de la population et de tous les secteurs d'activité. Ainsi, les objectifs ciblés à l'horizon 2035 se déclinent comme suit :

En matière d'alimentation en eau potable, on projette un approvisionnement en continu de l'ensemble de la population, soit environ 47 millions d'habitants. Cet objectif implique la réalisation de projets d'infrastructures de mobilisation, de transferts, d'adduction et de distribution d'eau ainsi que la mise en

œuvre de diverses mesures de mise à niveau de la part des services publics.

En ce qui concerne l'irrigation et afin d'assurer la sécurité alimentaire des citoyens et développer l'exportation des produits maraichers, 2,2 millions d'hectares sont à satisfaire en eau dont 1 million d'hectares à équiper et 1,2 million d'hectares à valoriser par des actions de réhabilitation des infrastructures hydro-agricoles.

Pour ce faire, des mesures doivent être prises à savoir, la substitution progressive des modes d'irrigation traditionnels au profit de modes économiseurs comme l'aspersion et le goutte-à-goutte, l'implication de la profession agricole en matière d'irrigation et la promotion de l'utilisation des eaux non conventionnelles, à savoir les eaux usées épurées et les eaux de drainage ainsi que le dessalement d'eau de mer, s'avèrent ainsi impératives. S'agissant de l'assainissement, des objectifs sont tracés. Il s'agit de la généralisation de l'accès à ce service pour l'ensemble de la population en cohérence avec les objectifs de développement durable, le renforcement de la collecte et le traitement des effluents liquides de toutes natures en conformité avec les exigences de protection de tous les milieux récepteurs de l'environnement. On notera également le projet de valorisation des eaux usées épurées et les sous-produits de l'épuration pour des utilisations agricoles et industrielles. Ce sont là autant d'aspects qui conforteront la politique de ce secteur. C'est ainsi que l'eau, cette denrée vitale et sine qua non pour la survie, aussi bien pour l'espèce humaine, animale que végétale, occupe les esprits des responsables de tous les Etats du monde.

Beaucoup de pays vivent le spectre de la soif et ne dit-on pas que ce troisième millénaire sera celui de la

guerre de l'eau ? L'Algérie, pays africain averti, connaît cette crise cyclique, en tant que pays semi-aride.

Le ministre des Ressources en eau et de l'Environnement dira lors de sa récente visite dans la wilaya de Tipaza que «le véritable enjeu dans le monde d'aujourd'hui réside dans la maîtrise de gestion de cette ressource et sa préservation».

Ainsi, l'importance de la multiplication des stations de dessalement de l'eau de mer, la construction de barrages, les stations d'épuration et l'entretien et la maintenance des réseaux d'approvisionnement et de distribution de l'eau potable à des fins surtout domestique et agricole, doivent constituer une préoccupation majeure.

Tout le monde est concerné depuis l'Etat jusqu'au citoyen. Il s'agit là d'une responsabilité sociétale qui ne peut réussir que grâce à l'implication des mouvements associatifs et des médias notamment, pour instaurer l'esprit de citoyenneté. Sans eau, il n'y a pas de vie. «Nous avons créé à partir de l'eau toute substance vivante», parole divine.

### Crédit à la consommation : 900 milliards de centimes alloués

**Source : El Moudjahid**

«Pas moins de 900 milliards de centimes ont été octroyés pour les crédits à la consommation depuis le lancement de la formule.» Tel est le montant énoncé par le président de l'Association des banques et établissements financiers (ABEF), Boualem Djebbar. M. Djebbar, qui s'exprimait en marge de la rencontre d'affaires algéro-saoudienne qui s'est tenue la semaine dernière, a affirmé que «les banques ont accordé en une

année des crédits de l'ordre de 700 milliards de centimes destinés au financement de l'acquisition des voitures Symbol et Hyundai fabriqués localement, dans le cadre du dispositif du crédit à la consommation lancé par les pouvoirs publics. Un financement qui permet aux citoyens algériens de s'offrir des biens de consommation selon différentes modalités, et cela en vue de favoriser la production locale et d'encourager ainsi les Algériens à faire confiance en les produits fabriqués en Algérie». Le président de l'ABEF a affirmé en outre que grâce à la réinstauration du crédit à la consommation, les différents établissements bancaires en Algérie ont pu accorder quelque «900 milliards de centimes, l'année dernière». Un chiffre qui atteste, selon lui, du fait que «le dispositif réglementaire en vigueur est un indicateur de la bonne santé de l'économie algérienne dans un contexte de crise». À cela s'ajoutent des prêts de «l'ordre de 200 milliards de centimes pour l'achat des meubles, des équipements électroménagers et des matériaux de construction fabriqués en Algérie», a également précisé la même source. La relance du crédit à la consommation est donc l'un des moteurs de la croissance économique en Algérie, l'objectif visé par les autorités publiques était de favoriser l'acquisition des biens et marchandises des marques nationales. Pour ce qui est du crédit à la consommation, il est à signaler que l'octroi est subordonné à l'acquisition d'un bien, auprès d'un vendeur commercialisant des produits issus de la production nationale. Après plusieurs années de suspension, le crédit à la consommation a été relancé pour accompagner la politique gouvernementale tournée vers la promotion de la production locale. Pour rappel, le retour du crédit à la consommation avait été décidé par la réunion tripartite de février 2014, et ses conditions et modalités par rapport aux ménages ont été fixées en vertu du décret exécutif 15-114 du 12 mai 2015 relatif aux conditions et aux modalités d'offres en

matière de crédit à la consommation. Un autre dispositif réglementaire a été mis en place par la Banque d'Algérie, en vue d'améliorer les conditions d'obtention des crédits, ce décret vise la réglementation des taux excessifs pratiqués par certains établissements bancaires, et cite 7 catégories de crédits visés par la règle de détermination du taux bancaire jugé «excessif». Il s'agit des crédits du découvert, du crédit à la consommation, des crédits à court terme, des crédits à moyen terme, des crédits à long terme, des crédits de financement de l'habitat et du leasing. L'un des défis que tente de relever l'ABEF est la généralisation d'utilisation du paiement électronique (e-paiement) à travers toutes les banques, et cela pour faciliter le financement des crédits à la consommation, dans les années à venir. L'ABEF est une association professionnelle qui regroupe plusieurs établissements financiers du secteur public et privé, qui a pour mission de penser à l'amélioration des techniques de banques et de crédits et la contribution au développement de la politique de formation bancaire.

### 1 million d'hectares de terres irriguées

**Source : El Moudjahid**

Entre 2013 et 2016, des superficies de 146.438 hectares de terres agricoles ont été équipées de systèmes d'irrigation, dans le cadre du programme d'un million d'hectares de terres irriguées supplémentaires à l'horizon 2019, soit 15% seulement de l'objectif tracé. Sur l'ensemble de ces superficies, 66.938 ha ont réalisés par le ministère des Ressources en eau, et 79.500 ha par le ministère de l'Agriculture.

### 5e Salon national de l'olive et de l'huile d'olive : Réhabilitation des produits du terroir

## Source : El Moudjahid

A pareille période de l'année, les habitants de Beni Amrane (ouest de Boumerdès) accueillent avec enthousiasme le Salon national de l'olive et de l'huile d'olive, eu égard à la contribution avérée de cet événement agricole dans la réhabilitation de ces produits du terroir.

Un poète de la région, Belkacem Aït Mimoum, rencontré, en marge de la clôture de ce Salon, a affirmé la "détermination" de la population locale à pérenniser cette manifestation dans l'objectif de la mise en valeur de leurs produits agricoles, dont notamment l'olive, l'huile d'olive et le miel.

Pour lui, cette manifestation participe aussi à la dynamisation de la filière oléicole, tout en assurant un cadre organisé pour la commercialisation de l'huile d'olive, parallèlement à l'encouragement de l'extension du verger local en vue de relever le volume de production de la wilaya et d'en baisser les prix.

Parallèlement à la remise au goût du jour des liens de solidarité propres à la campagne de collecte de l'olive, les ménages profitent de cette opportunité pour enrichir le menu de la maisonnée, en préparant de succulents plats traditionnels où l'olive, sous toutes ses formes, trône en "reine" avec de la viande de poulet.

D'autres familles plus aisées marquent l'événement par la préparation de pas moins de sept plats traditionnels auxquels sont conviés tous les membres de la famille, en plus de voisins, afin d'augurer une "bonne nouvelle année amazigh", comme confié par un vieux de la localité.

## Grande affluence de visiteurs

Une affluence nombreuse de visiteurs, estimée à plus de 2.000 personnes/jour de l'intérieur et de l'extérieur de Boumerdès, a été enregistrée depuis l'ouverture jeudi de cette 5e Foire nationale de l'olive et de l'huile d'olive de Beni-Amrane, a-t-on constaté.

Cette manifestation a attiré un grand nombre de familles, tant de la région que de wilayas environnantes, en quête de produits alimentaires du terroir, à des prix abordables, a estimé la directrice des services agricoles, Belakbi Ouerdia.

De nombreux visiteurs ont exprimé leur satisfaction "quelque peu relative" à l'égard des prix affichés pour les produits exposés, dont notamment l'huile d'olive qui est cédée dans une fourchette entre 650, 750 et 800 DA le litre, selon sa qualité.

Pour leur part, des producteurs ayant pris part à cette manifestation n'ont pas caché leur satisfaction quant à l'engouement suscité, auprès du public, par leurs produits, dont l'huile d'olive, l'olive, le miel et les figues sèches, certains ayant souligné qu'ils ont écoulé tout leur stock durant ces trois jours d'exposition.

La manifestation, ouverte au complexe de proximité de Beni Amrane, pour une durée de trois jours, a enregistré la participation d'une soixantaine d'exposants venus de nombreuses wilayas du pays.

## Un recul attendu dans la production

L'événement, organisée par la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya, en collaboration avec la Chambre locale d'agriculture et les services de la commune de Béni-Amrane, a été décliné en plusieurs stands dédiés à la promotion et à la commercialisation

des variétés d'olives de table et de l'huile d'olive, en plus de l'exposition d'huileries traditionnelles et modernes, ainsi que d'objets artisanaux, des produits du terroir (miel et dérivés) et autres plats culinaires préparés à base d'huile d'olive et d'olives.

La production d'olives a enregistré un recul sensible durant la campagne oléicole, qui se poursuit toujours, a signalé Mme Belakbi, prévoyant une production de 93.000 q d'olive pour la présente campagne, contre une collecte de près de 114.000 q réalisée en 2016. D'où un recul attendu dans la production d'huile d'olive qui devrait atteindre, cette année, pas plus de 567.000 litres, contre près de deux millions de litres obtenus, durant la campagne précédente.

## [Une délégation du FMI à Alger à partir du 7 mars](#)

### Source : Algérie Eco

Une délégation du Fonds Monétaire International (FMI) se rendra à Alger du 7 au 20 mars prochain, avons-nous appris auprès d'une source bien informée.

« La mission du FMI, selon la même source, s'inscrit dans le cadre de consultations régulières entre cette institution et notre pays ».

En effet, conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres.

Cette visite fait suite aux consultations de l'année dernière. Le FMI avait alors relevé dans son rapport présenté en conseil d'administration, le 16 mai 2016, que l'économie algérienne était confrontée à « un choc extérieur de grande ampleur et probablement durable,

qui nécessite de la part des autorités une réponse vigoureuse fondée sur l'assainissement des finances publiques et la mise en œuvre de réformes structurelles ».

Ledit rapport avait recommandé aux autorités algériennes d'entamer « de profondes réformes structurelles...pour compenser l'impact du rééquilibrage budgétaire sur la croissance, améliorer les perspectives à moyen terme et faciliter la diversification dont l'économie a grandement besoin pour réduire sa dépendance au pétrole » avant de conclure sur la nécessité pour l'Algérie de « saisir cette occasion rapidement afin d'éviter un ajustement plus draconien à l'avenir »

## COMMERCE

### [Le paiement à distance à partir de mars selon le PDG de Sonelgaz](#)

Source : L'Econews

Le paiement en ligne des factures d'électricité et du gaz sera opérationnel dès le mois de mars, a annoncé, aujourd'hui à Constantine, le PDG du groupe Sonelgaz, Mustapha Guitouni.

«Un protocole d'accord sera signé avec le ministère des finances au mois de mars pour le passage rapidement au e-paiement » a déclaré le PDG de la Sonelgaz qui s'est déplacé aujourd'hui sur les chantiers de Constantine en annonçant l'opération inscrite au titre du plan global de modernisation du groupe Sonelgaz. Par cette ultime étape, l'amélioration des prestations offertes au public sera effective car le client évitera les désagréments rencontrés au niveau des caisses, sans toutefois omettre de rappeler les efforts fournis ces dernières années en matière de modernisation du

groupe. Le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, avait laissé entendre, le jour du lancement officiel de l'e-paiement, que le Groupe Sonelgaz ne tardera pas à être de la partie. Il a fallu que les trois filiales de la société (SDA, SDE et SDO) permettent la consultation de la facture via un lien qui mène vers la filiale «Elit Spa» (EL Djazair Information Technology), chargée de l'activité Systèmes d'Information du Groupe Sonelgaz. Sur un autre chapitre, le PDG de la Sonelgaz a affirmé que la wilaya de Constantine est à l'abri en matière d'énergie et ce jusqu'à 2020. Une couverture possible par les multiples projets entrepris et réalisés au niveau de la wilaya. A cet effet, il a assuré que toutes les dispositions sont prises pour couvrir en électricité et gaz naturel les 30 000 logements en cours de réalisation au niveau des pôles d'Ain Nahas et de Massinissa.

Abordant le volet des créances de la Sonelgaz, Mr Guitouni a précisé qu'un accord avec les parties concernés a été élaboré stipulant l'échelonnement de la dette qui s'élève à 60 milliards de dinars au niveau national et dont 45% relatives aux entreprises publiques et 55% pour le privé.

Notons enfin qu'au menu de la virée constantinoise du premier responsable du groupe, l'inauguration de la direction commerciale à Ali Mendjeli, la visite réseau extension du gaz vers Constantine, le lancement du réseau gaz de ville à Ain Abid et la réunion de travail avec les cadres du groupe, les élus, l'exécutif de wilaya et les investisseurs qui devait clôturer la visite.

### [Projet Volkswagen à Relizane](#)

Source : El Watan

A Sidi Khettab, aux abords de la RN90 reliant Relizane à Mostaganem, une vaste plaine s'étend à perte de vue.

Ici, la terre est fortement saline. Depuis quelques mois, cette localité abrite un nouveau site industriel.

Un site qui s'étale sur 150 hectares et qui accueille l'implantation de la fameuse usine de montage de voitures de la marque Volkswagen. Nos tentatives d'accéder à l'intérieur de ce site en chantier ont été vaines. De loin, nous avons pu constater le rythme effréné des travaux que réalisent les ouvriers chinois sur place.

C'est la course contre la montre pour être dans les délais impartis pour le lancement de cet ambitieux projet. Les engins roulent dans tous les sens, les topographes, les maçons et les manœuvres sont à pied d'œuvre.

Lancés quelques jours après la signature du contrat, le 27 novembre dernier, les travaux ont enregistré un taux d'avancement remarquable puisque les ateliers de fabrication sont bien visibles et n'attendent que l'installation des chaînes de montage. Le mur de clôture est à sa finalisation et les travaux de réalisation du bloc administratif vont bon train, comme en témoigne la vivacité des employés.

Fruit d'un partenariat entre le groupe Sovac et le géant allemand, ce projet suscite l'intérêt et l'engouement des habitants de cette petite commune dont la jeunesse est en proie au chômage. «Je suis très sensible à tout ce dynamisme qui se manifeste dans la commune et qui ouvre de grands horizons en matière de création d'emplois», a souligné Zekri, un jeune de Sidi Khettab, titulaire d'un diplôme en électricité automobile. «Nous suivons avec impatience les travaux de réalisation de ce pôle industriel où j'espère décrocher un poste de travail durable», a-t-il affirmé. «Je me suis inscrit à l'ANEM. Je suis très optimiste quant à mon avenir», poursuit-il.

Même son de cloche chez Benouda, un tôlier de la zone éparsée Belhacel, une commune limitrophe de Sidi Khettab. «Tous les jeunes de la localité sont branchés sur le devenir de cette étendue de terre longtemps abandonnée», a-t-il lancé en précisant que «l'usine de Volkswagen aura une grande portée dans le développement de la sphère économique de la région et constituera une aubaine pour la frange juvénile rongée par le chômage», dit-il.

Pour Miloud, un cadre universitaire, «cette usine de montage de véhicules de renommée mondiale sera inévitablement le noyau autour duquel se grefferont moult entreprises». «Je suis persuadé que dans un avenir proche, l'on assistera à l'émergence d'une myriade de petites fabriques en rapport avec les besoins de cette usine», a-t-il dit.

Du côté des officiels, c'est le grand satisfecit. «Nous suivons de près l'évolution des travaux de réalisation de cette usine appelée à générer pas moins de 1400 emplois directs dans la région», a tenu à nous souligner un cadre de la direction de l'industrie qui précisera pour la circonstance que «le projet se réalisera sur plusieurs étapes dont la première consiste en la réalisation de quatre ateliers d'assemblage sur 40 ha».

Il est à souligner que le groupe Sovac prévoit pour sa première année d'exercice la production de 10 000 véhicules. «En plus de la contribution à la création d'emplois, cette usine ouvrira de nouveaux horizons pour la sous-traitance et déclenchera aussi le processus d'intégration», a ajouté ce responsable en soulignant que «la modernisation de la chaîne de production de la boulonnerie de Oued R'hiou constituera un atout pour elle de décrocher un contrat de sous-traitance». Lors de sa dernière visite dans la wilaya, le ministre de

l'Industrie n'a pas manqué d'afficher sa satisfaction quant à la qualité des produits de cette unité.

## **TRANSACTIONS & CONTRATS**

### **Amimer Energie : Signature d'un contrat de réalisation**

**Source : El Moudjahid**

Le ministre de l'Energie, M. Noureddine Boutarfa, et le ministre de l'Energie et de l'Eau de la République du Mali, M. Malick Alhousseini, assisteront à la cérémonie de signature de contrat de réalisation par l'entreprise algérienne Amimer Energie, de deux centrales électriques d'une capacité de 20 MW chacune au Mali.

## **REGIONS**

### **Plus de 250 firmes au prochain Salon international du mobilier hospitalier d'Oran**

**Source : Maghreb Emergent**

Plus de 250 firmes sont attendues à la 20ème édition du Salon international du mobilier hospitalier et de l'équipement médical (SIMEM 2017), prévue avril prochain à Oran, a-t-on appris dimanche des organisateurs.

Cet événement dédié aux professionnels de la santé se tiendra du 12 au 15 avril prochain au Centre des conventions d'Oran "Mohamed Benahmed" (CCO) avec la participation de plus de 250 firmes algériennes et étrangères, a précisé l'agence organisatrice dans un communiqué à l'APS.

La manifestation permettra aux visiteurs de prendre connaissance des nouveautés en matière

d'équipements et produits de ces sociétés exposantes en provenance de 27 pays, a-t-on indiqué.

Le public trouvera, parmi les stands des "habitués" du salon, les équipements relatifs à l'imagerie médicale, les produits de laboratoire, les instruments et dispositifs médicaux, d'orthopédie, de premiers secours, et de mobilier hospitalier.

Le SIMEM 2017 verra aussi la venue de primo-participants à l'instar du secteur dentaire, fait-on savoir de même source.

Ce Salon est organisé par l'agence de communication événementielle "Krizalid'Or", basée à Oran, avec le soutien du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, rappelle-t-on.